

## La Francophonie sur le point de prendre un virage plus politique

Presse Canadienne  
OTTAWA

■ Après neuf ans d'efforts, la Francophonie est sur le point de prendre un virage plus politique et de se donner les moyens de parler d'une seule voix.

Les 49 pays et gouvernements francophones veulent profiter du Sommet qui aura lieu à Cotonou, au Bénin, du 2 au 4 décembre prochain, pour changer son approche et ses institutions.

Grâce à cette réforme, qui entrerait en vigueur au sommet de Hanoi en 1997, la Francophonie aurait, comme le Commonwealth, un porte-parole unique. Ce secrétaire général, élu par les membres, agirait comme patron de l'organisation.

Actuellement, la Francophonie s'appuie sur le président du Conseil permanent de la Francophonie et le secrétaire général de l'Agence de coopération culturelle et technique. Cette direction bicéphale nuit aux prises de positions communes et à leur communication.

Or, après des années d'hésitation et une certaine réticence de la France, les pays membres se sont finalement entendus pour renforcer leur capacité d'agir collectivement sur le front politique.

« La Francophonie ne peut pas rester en marge des grandes crises mondiales et plus particulièrement celles qui affectent son propre espace », a expliqué un haut fonctionnaire fédéral. On n'a qu'à penser aux situations en Haïti, au Rwanda et au Burundi.

La Francophonie, comme communauté multilatérale, doit se faire entendre dans des dossiers comme ceux-là, a convenu en entrevue le vice-premier ministre québécois Bernard Landry.

Québec reste toutefois prudent : ce rôle politique doit être spécifique au forum francophone et non pas un dédoublement des actions des Nations unies ou des organisations régionales, comme l'Organisation de l'unité africaine.

### Consensus

L'entente sur les réformes institutionnelles et le rôle politique de la Francophonie pourrait faire du Sommet de Cotonou le sommet du consensus, même entre Ottawa et Québec.

Les souverainistes et les fédéralistes partageront, pour la première fois, la même tribune internationale mais il n'est pas question de reprendre les batailles de « flags sur le hood ».

« Notre politique consiste à ne pas exporter les différends, pour ne pas dire les querelles Canada-Québec. Plusieurs pays de la Francophonie sont des pays en voie de développement, certains d'entre eux étant parmi les moins avancés de la terre. Ils ont d'autres préoccupations en tête que les problèmes sérieux que nous avons avec le Canada », a indiqué le ministre Landry.

M. Landry représentera le premier ministre Jacques Parizeau qui a déclaré, après sa démission de ne pas se rendre à Cotonou. Côté fédéral, le premier ministre Jean Chrétien sera accompagné du ministre des Affaires étrangères Andre Ouellet, le premier ministre Frank McKenna et le ministre d'État aux Affaires Intergouvernementales et autochtones, Bernard Richard parleront au nom du Nouveau-Brunswick.

Un enjeu du sommet sur lequel les trois gouvernements s'entendent est la place du français sur l'autoroute de l'information.